



«La protection
du climat et une
économie forte vont
de pair»

Simonetta Sommaruga est la nouvelle présidente de la Confédération suisse. Dans cet entretien, l'élue socialiste s'exprime sur la politique climatique du Conseil fédéral, parle de la nouvelle trajectoire que doivent emprunter les CFF et révèle pourquoi elle préfère prendre le bus à la voiture de fonction.

Texte: Franz Ermel, Kian Ramezani Photos: Severin Nowacki

Madame la Conseillère fédérale, la Suisse est l'un des pays les plus riches au monde et consomme énormément de ressources. Vivons-nous au-dessus de nos moyens?

Il ne fait aucun doute que nous menons un train de vie très confortable. Le défi principal consiste à préserver notre qualité de vie sans détruire davantage l'environnement. Si nous agissons intelligemment, c'est possible. La protection du climat et une économie forte vont en réalité de pair.

Quel rôle peut jouer la politique dans ce domaine?

La politique a un rôle décisif. Le Conseil fédéral et le Parlement fixent un cadre et créent des incitations pour que nous ne vivions pas aux dépens de la nature. La population a aussi son mot à dire, c'est crucial. Elle a par exemple veillé à ce que la Suisse ne soit pas entièrement bétonnée.

Au sujet des incitations, les grosses voitures, comme les SUV, jouissent d'une popularité croissante auprès de nos concitoyens. Est-ce une erreur?

Pour l'environnement, il vaudrait mieux bien sûr que nos voitures consomment le moins d'essence possible. Mais cela serait préférable aussi pour les automobilistes, qui économiseraient ainsi beaucoup d'argent.

Que pensez-vous d'une taxe CO₂ sur l'essence?

À ce jour, nous avons d'autres instruments à notre disposition. Les concessionnaires automobiles qui importent trop de véhicules énergivores doivent payer une amende. Ils ont donc toutes les clés en main afin que davantage de personnes optent pour des voitures économiques. Ce système préserve la liberté individuelle tout en nous donnant les outils nécessaires pour atteindre nos objectifs dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Est-ce que cela suffit?

En 2018, les importateurs de voitures ont payé au total presque 32 millions de francs d'amende. Ils sont donc suffisamment incités à adapter leur offre.

Et qu'en est-il des taxes sur les billets d'avion?

Dans la nouvelle loi sur les émissions de CO₂, le Conseil des États propose d'adopter ce type de taxe, à raison de 30 à 120 francs par vol. Le montant exact est encore en discussion. La moitié de ces recettes doit être reversée à la population tandis que l'autre moitié pourrait servir à financer des projets qui ont du sens, par exemple la mise en œuvre de réseaux de chauffage urbain dans les communes. De nombreuses personnes en bénéficieraient. Nous avons également eu des expériences favorables sur le mazout grâce à cette combinaison d'incitations et d'investissements.

Quel est votre point de vue personnel sur ces problématiques?

Auparavant, le Conseil fédéral hésitait à appliquer des taxes sur les billets d'avion. Depuis, il a pris conscience qu'il nous faut attaquer le problème sur tous les fronts si nous voulons atteindre nos objectifs ambitieux en matière de protection du climat et si la Suisse veut cesser d'émettre du CO₂ d'ici 2050. Cela concerne les bâtiments, les voitures, mais aussi les avions.

L'Allemagne a déjà discuté d'une taxe CO₂ sur la viande.

Dans le cas de la production de viande, il faut prendre en compte les différents aspects. On doit s'interroger sur le fourrage, la manière dont il est produit et l'endroit d'où il vient. C'est un fait: l'agriculture émet également des gaz à effet de serre et doit donc contribuer à la réalisation des objectifs climatiques. Nous allons définir les modalités précises dans la loi sur l'agriculture. Toutefois, celle-ci ne prévoit pas de taxe sur la viande.

Simonetta Sommaruga apprécie le contact avec la population, comme ici, au marché à Berne.

Dans d'autres pays, l'État encourage l'achat de voitures électriques et de panneaux solaires par les particuliers. Pensez-vous que cela soit envisageable ici? Plusieurs cantons offrent déjà des primes pour l'achat d'un véhicule électrique, et ces dispositifs sont largement utilisés. La Confédération, de son côté, favorise entre autres l'énergie solaire. Le potentiel de cette dernière est énorme. Pour moi, il serait logique de maintenir ce soutien au moins pour quelques années encore. Auparavant, l'énergie solaire était onéreuse. De nos jours, c'est l'une des sources d'électricité les moins chères au monde et j'espère que l'économie saisira cette opportunité. Il ne devrait plus y avoir aujourd'hui un seul toit plat dépourvu de panneaux solaires.

Lors d'une visite du centre de distribution Migros à Neuendorf (SO), vous avez pu voir le deuxième parc de panneaux solaires de Suisse par la taille.

Cela prouve qu'il existe un potentiel. Si une entreprise comme Migros mise sur l'énergie solaire, c'est certainement parce que la population a des attentes à son égard. Mais aussi et surtout parce que cela paye! Les politiciens ne sont pas les seuls à pouvoir agir, les entreprises ont la main elles aussi. Et certaines prennent des initiatives en ce sens. Il reste néanmoins une grande marge de progression.

Lorsque vous parlez de potentiel, voulez-vous dire que d'autres entreprises peuvent prendre exemple sur Migros ou que cette dernière doit en faire encore davantage?

(Rires) Les deux. Migros pourrait rehausser ses ambitions écologiques et décider d'installer des panneaux solaires sur tous ses toits plats ou encore de bannir l'utilisation du diesel dans toute la logistique au niveau des villes. Je suis tout de même heureuse de constater que des entreprises comme Migros montrent à la population que ces technologies fonctionnent et que les choses avancent.

Que faites-vous au quotidien pour minimiser votre propre empreinte carbone?

Un enfant m'a envoyé récemment cinq conseils simples pour économiser l'énergie. Aérer brièvement par exemple. Je m'y tiens, cela me fait économiser de l'énergie depuis longtemps. Et j'emprunte les transports publics autant que possible, même en tant que conseillère fédérale. Lorsque je ne peux pas faire autrement, j'utilise un véhicule de fonction et ma voiture personnelle.

Que pensez-vous des mouvements comme Extinction Rebellion et Fridays for Future? Est-ce qu'ils vont dans votre sens?



Bio express

Simonetta Sommaruga, 59 ans, siège au Conseil fédéral depuis 2010. Avant de prendre la tête du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) à la fin de l'année 2018, elle dirigeait le Département fédéral de justice et police (DFJP). Elle a siégé au Conseil national entre 1999 et 2003, et a été députée du canton de Berne au Conseil des États entre 2003 et 2010. Simonetta Sommaruga a présidé la Fondation pour la protection des consommateurs entre 2000 et 2010. Elle est membre du Parti socialiste suisse (PS).

«J'aimerais représenter une Suisse qui propose des solutions aux problèmes mondiaux»

Je salue la pression non violente exercée par les jeunes en faveur de l'environnement. Il s'agit de leur vie et de leur avenir. Lors de mes rencontres avec de jeunes militants contre le réchauffement climatique, j'ai constaté qu'ils font preuve de sagesse et de curiosité, mais qu'ils portent aussi des exigences élevées. Si nous voulons mettre fin aux émissions de CO₂ d'ici 2050, cela veut dire qu'il nous reste seulement 30 ans. Les enfants qui naissent aujourd'hui vivront encore en 2100.

La Suisse entame la nouvelle législature avec un Parlement beaucoup plus vert. Qu'est-ce que cela veut dire pour vous en tant que ministre de l'Environnement?

Les élections à l'automne ont montré qu'une grande partie de la population souhaite accorder une plus large place à la lutte contre le réchauffement climatique. Nous subissons de plein fouet les conséquences du changement climatique. Si en été nous devons transporter par hélicoptère de l'eau dans les alpages parce que les vaches en manquent, c'est le signe évident d'un problème. Ce Parlement plus tourné vers l'écologie doit aussi veiller à ce que la population soutienne nos projets. La Suisse continuera de miser sur l'équilibre et le compromis.

Depuis un an, vous dirigez le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la

communication (DETEC), le plus grand département de l'administration fédérale. Avez-vous pris vos marques?

Je me sens très bien au sein du DETEC. Ses thématiques me tiennent à cœur. Au Parlement, j'ai siégé pendant 11 ans à la Commission pour l'environnement, l'aménagement du territoire et l'énergie. Prenons par exemple la politique énergétique, l'un des grands sujets de notre époque. Si nous parvenons à réaliser la transition vers les énergies solaire et hydraulique de manière à produire une large part de notre électricité de façon durable, cela aura un impact positif sur le climat et la création d'emplois. Et nous pourrions enfin cesser de gaspiller chaque année des milliards de francs à acheter du pétrole à l'étranger. Le Conseil fédéral fait aujourd'hui bouger les choses afin que nous exploitions pleinement le potentiel des énergies solaires et hydrauliques.

Outre l'énergie, vous êtes aussi en charge des infrastructures et des transports. La réputation des CFF s'est dégradée récemment. Est-ce qu'on peut encore se permettre de les financer?

Nous disposons d'excellentes infrastructures et nous pouvons certainement nous permettre de les conserver. Mais je pense que nous devons revoir nos priorités pour l'avenir. Ce qui doit cesser, c'est l'expansion à tout va. Dans les prochaines années, l'accent sera mis sur l'entretien et l'exploitation plus intelligente des infrastructures existantes. La décision du Conseil fédéral d'investir massivement dans le fret ferroviaire pour réduire le transport des marchandises par la route s'inscrit dans ce contexte.

En 2020, vous serez Présidente de la Confédération pour la deuxième fois. Il paraît que les tâches de représentation ne sont pas vécues de la même manière par tous les conseillers fédéraux. Est-ce que vous appréciez ce rôle de représentation?

Les rencontres à l'étranger sont souvent régies par un protocole strict, ce qui en fait des expériences assez guindées. Je préfère les choses plus simples. Ce qui est intéressant, ce sont les échanges informels qui se déroulent en marge des événements. Là, on a une plus grande marge de manœuvre.

Lors de ces rencontres à l'étranger, quelle Suisse représentez-vous?

Pour moi, il n'existe qu'une seule Suisse, mais elle a différentes facettes. Nous jouissons d'une très bonne réputation sur le plan international de sorte que nous pouvons par exemple offrir nos services pour les processus de paix et de réconciliation. Nous savons faire preuve d'innovation au niveau économique et disposons de nombreux savoir-faire que nous pouvons exporter. J'aimerais représenter une

«J'apprécie beaucoup de pouvoir discuter avec les autres voyageurs dans le bus»

Suisse qui propose des solutions aux problèmes mondiaux, notamment le réchauffement climatique. En octobre dernier, je me trouvais avec des chefs d'entreprise des secteurs ferroviaire et énergétique en Inde. J'ai ainsi pu voir tout ce que notre économie peut offrir, et comment nous pouvons contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, y compris dans d'autres pays.

Y a-t-il des événements prévus cette année que vous attendez particulièrement?

J'attends avec impatience l'ouverture du tunnel de base du Ceneri en septembre. C'est un jalon incroyablement important pour le Tessin et pour toute la Suisse, voire même pour l'Europe dans son ensemble. À compter de ce moment, nous disposerons d'une ligne de plaine transalpine continue.

Question spécifique pour la ministre en charge des médias: croyez-vous que «Migros Magazine» existera encore sous forme papier dans 10 ans?

Ça, c'est Migros qui le décidera.

Et les lecteurs. Peut-être aussi la politique?

La situation dans le monde médiatique est en effet très complexe. Les recettes publicitaires bénéficient à des plates-formes étrangères qui ne font pas la promotion du journalisme critique dont notre démocratie a besoin. Il faut agir sur le sujet, et j'ai agi. J'ai soumis au Conseil fédéral un ensemble de mesures pour soutenir à la fois la presse écrite et les médias en ligne. L'État n'intervient pas sur le contenu, mais exerce un pouvoir sur la distribution, par exemple via des frais postaux réduits et d'autres subventions du même type pour les portails en ligne. Il est urgent d'intervenir, car nous avons besoin d'un paysage médiatique diversifié.

Comment consommez-vous les médias à titre personnel?

J'ai beaucoup de contraintes et peu de temps donc mes habitudes ont évolué. Je ne regarde quasiment plus le journal télévisé en direct, mais si possible plus tard en différé. Je lis les journaux en ligne, en version payante évidemment. J'utilise aussi Instagram et Twitter lorsque je suis en déplacement. Le fait est que, de nos jours, la jeune génération n'a pas pris l'habitude de payer pour les médias.

J'espère que nous parviendrons à conserver, au moins en partie, cette volonté de payer pour du contenu de qualité.

Qu'en est-il de la télévision dite «classique»? Pourra-t-elle continuer d'exister sur le même modèle?

En tant qu'institution de droit public, la SSR a une mission claire en faveur de la cohésion de ce pays avec ses quatre langues et ses différentes cultures. Le refus manifeste de l'initiative No Billag a montré que la population partage ce point de vue. La SSR est aussi affectée par la perte des revenus publicitaires, mais elle est indispensable et continuera donc à exister, j'en suis convaincue.

Vous avez évoqué le peu de temps dont vous disposez. En reste-t-il pour la musique? Pouvez-vous décider d'aller à un concert à l'improviste si vous le souhaitez?

Bien sûr. Pourquoi cela ne serait-il pas possible?

On pense aux enjeux de protection personnelle, à votre agenda dicté par des contraintes extérieures...

Éh bien, mon seul créneau réservé est la réunion du Conseil fédéral le mercredi matin, que je présiderai d'ailleurs en 2020. C'est aussi une tâche qui me réjouit. À ce titre, je suis également responsable de la thématique «climat» au Conseil fédéral.

Va-t-on assister à un «réchauffement climatique» au Conseil fédéral? Quel climat souhaitez-vous y faire régner?

Je voudrais un climat permettant les échanges de vues les plus animés, mais aussi de nous retrouver pour la pause de midi. Nous y arrivons assez bien. Mais, pour répondre à votre question, au cours de l'année de ma présidence, davantage de contraintes pèseront à coup sûr sur mon agenda. Je vais par exemple recevoir tous les ambassadeurs accrédités en Suisse. Il y a aussi des visites présidentielles et d'État; je vais également participer à des événements internationaux comme la conférence sur la biodiversité à Pékin.

La Suisse a cultivé cette image de conseillers fédéraux qui peuvent se déplacer librement et partout comme n'importe quel citoyen. Est-ce un cliché?

Non. Si vous ne me croyez pas, vous pouvez m'accompagner lorsque je fais mes courses au marché. Lorsque je rentre chez moi en bus à huit ou neuf heures, j'apprécie beaucoup de pouvoir discuter avec les autres voyageurs et je pense que la population est attachée à cela aussi. Cette proximité sans fioritures est une particularité suisse. Si je devais y reconcer en tant que conseillère fédérale, ce serait très dommage. **MM**